



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 23 JUIN 1979

N° 28

PRIX : ANTILLES 1,50 F  
FRANCE 2,00 F

## Editorial

### Nicaragua

Face à la pression sandiniste Somoza de plus en plus isolé.

Au Nicaragua, la guerre civile entre forces sandinistes et partisans de Somoza est entrée depuis quelques jours dans une phase décisive. La pression des sandinistes s'est considérablement accentuée et rencontre maintenant le soutien de la population.

Un gouvernement provisoire dominé par les sandinistes a été constitué le 16 juin. Les pays voisins ainsi que Cuba lui ont affirmé leur soutien. Somoza semble donc de plus en plus isolé et malgré l'intervention d'un certain nombre de parlementaires

américains réclamant le rétablissement de l'aide militaire à Somoza, il est peu probable que l'impérialisme US le lui accorde. Bien que rien ne soit définitivement joué sur le plan militaire entre les forces en présence au Nicaragua, il est difficile pour les USA de soutenir ouvertement un régime qui n'a visiblement plus le soutien de la population et qui a perdu tout crédit en Amérique latine: Il n'empêche que c'est avec le soutien de l'impérialisme US que pendant des années, cette dictature parmi les plus ignobles et sanguinaires qui soient a pu en partie se maintenir.

Aujourd'hui les USA ont pris leur distance après avoir en quelque sorte « compté les points ». Et ce jeu cynique a permis à Somoza de massacrer des milliers de gens, de bombarder les villes insurgées et les quartiers populaires avec le soutien distant ou proche selon les périodes, de

l'impérialisme américain. Avec le seul soutien de sa garde nationale Somoza s'acharne furieusement contre la population du Nicaragua à qui il fait payer un tribut sanglant pour sa révolte contre l'oppression et la dictature. Et sa délivrance de la férule de Somoza, la population la devra à son abnégation et sa lutte acharnée.

Certe la direction sandiniste et la lutte armée reste une direction nationaliste bourgeoise et ne permettra pas de débarasser définitivement le pays de tout retour à la dictature militaire dans l'avenir elle peut tout au plus soulager le peuple du Nicaragua d'un despote honni. Mais la lutte actuelle qui se mène et qui rencontre le soutien actif de la population montre qu'il est possible de vaincre les tyrans qui exploitent les peuples, qu'il est possible lorsque tout un peuple en armes livre bataille, de faire plier les pires dictateurs et de neutraliser la puissance de l'impérialisme.

## MARTINIQUE : LES GEÔLES COLONIALISTES. on y entre vivant...on en sort mort!

*Libération immédiate pour les prisonniers.*

Philippe Chloë est mort. Il a été retrouvé « pendu » dans sa cellule de la prison de Fort de France le dimanche matin 17 juin.

Alors, ils auront eu leur mort. Ils, c'est à dire, le juge qui a décidé l'emprisonnement de Chloë avec 6 autres jeunes qui sont enfermés depuis deux mois, pour presque tous, parce qu'on les a accusés d'avoir battu des blancs sur des plages de la Martinique.

« Ils » ce sont les gendarmes qui ont assailli les demeures de ces jeunes ou de leurs parents et qui les ont arrêtés au petit matin.

« Ils » ce sont les rédacteurs de France Antilles qui ne cesse de donner de la voix dans le concert anti-jeune actuel et qui avait traité plus bas que terre les jeunes emprisonnés.

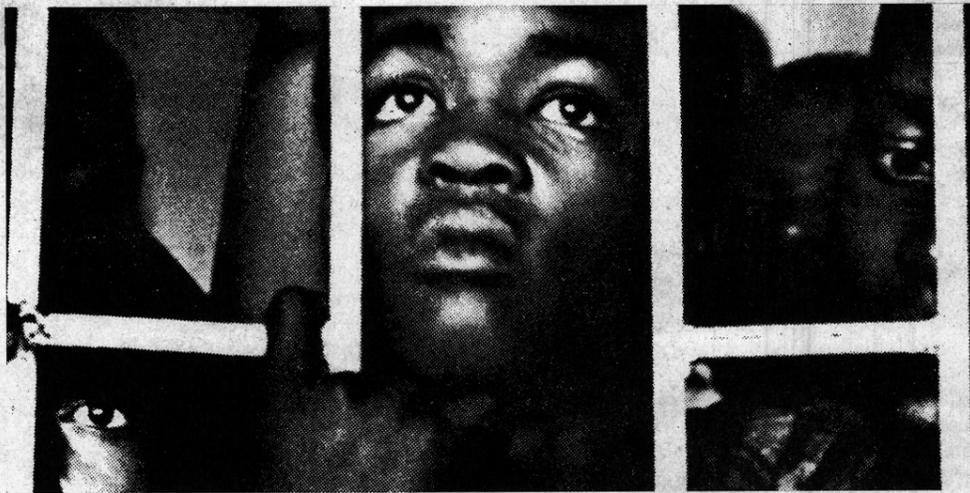
« Ils » c'est donc toute la société coloniale, avec ses juges, ses gendarmes sa presse pourrie, en un mot c'est tout le pouvoir colonial.

Mais ce pouvoir, pour protéger des « blancs » n'hésite pas à causer la mort de noirs dans ce pays.

Ce pouvoir se conduit en « pouvoir blanc », raciste, colonialiste dressé contre des peuples de Martinique et Guadeloupe, en majorité noirs.

C'est contre ce pouvoir que de manière confuse se sont révoltés tous ces jeunes. Contre cette société qui ne leur a donné que le chômage, la misère et en prime ce sentiment de refus angoissé de la société dominante.

Et bien l'administration coloniale a voulu se venger de ces jeunes. Elle a voulu se venger non parce que les délits commis étaient si grands, mais parce que ces jeunes auraient attaqué des gens qui, par la couleur de



leur peau se confondaient à leurs yeux avec les colonialistes.

C'est pourquoi depuis deux mois Philippe Chloë croupissait en prison. Deux mois pendant lesquels la justice coloniale semblait avoir oublié qu'elle avait enfermé sept jeunes.

Même le dossier de l'affaire qui au départ semblait établi, même ce dossier n'a pas encore été transmis aux avocats.

Et c'est le dimanche matin que l'on retrouve le corps de Chloë. Il s'est pendu dit le communiqué du procureur.

Comment et pourquoi se serait-il pendu, alors que le vendredi 15 juin, il ne semblait nullement abattu ?

Comment se serait-il pendu, alors que l'on affirme que le dimanche 18 jour de sa mort il se trouvait au cachot, où il n'y a aucun objet à la disposition du prisonnier qui puisse lui permettre de faire quoi que ce soit.

Par contre, il porte des traces de coups sur le corps et sur les avants bras ; qui a causé ces traces ?

Il faut que la lumière soit faite: Il faut que l'on sache les circonstances précises de la mort de Chloë. Il ne faut pas permettre qu'un nouveau crime colonial reste impuni, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Il faut aussi réclamer avec d'autant plus de force, la libération des autres jeunes emprisonnés, car même si Chloë s'est réellement suicidé qui pourra affirmer que sa détention dans les geôles coloniales n'y a été pour rien.

Car de même que personne ne pouvait se douter il y a deux mois qu'il y aurait eu un mort dans l'affaire des jeunes, qui peut dire aujourd'hui qu'il n'y aura pas d'autres faits très graves qui se dérouleront encore en prison.

suite page 2

## DOMINIQUE: remaniement au sommet PATRICK JOHN S'EN VA ...

### la mobilisation populaire n'est pas terminée

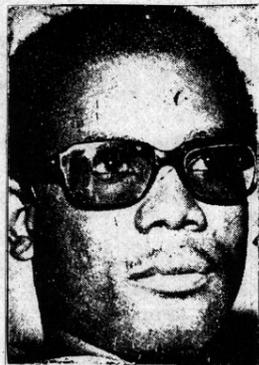
poignée de militaires défendaient sa résidence transformée en camp retranché. En fait, il ne représentait plus que lui-même.

Mais si Patrick John, qui se sentait fort il y a trois semaines, au point de vouloir imposer des lois anti-ouvrières au parlement, et d'envoyer ses forces de répression contre les manifestants, sans se soucier des conséquences, si John donc, a vu s'effondrer ainsi tout son pouvoir, ce n'est dû ni à la fatalité, ni même à l'action de l'opposition politique. C'est que John a vu se dresser devant lui une formidable puissance, qui de sa main de fer a tout bloqué dans le pays : la grève générale des travailleurs. Et pendant trois semaines, rien n'a marché : ni les écoles ni l'aéroport, ni les hôpitaux, ni les entreprises, et les magasins peu à peu se sont vus contraints de fermer leurs portes. La détermination des travailleurs était telle qu'à la proposition d'un haut fonctionnaire de verser aux travailleurs leurs salaires de mai, assortis d'une augmentation, il fut répondu : « nous ne faisons pas grève pour l'argent ». Parti du re-

fus des travailleurs de renoncer au droit de grève et au droit d'expression, ce mouvement fut ensuite animé par leur volonté de faire payer à Patrick John les crimes commis le mardi 29 mai. Et cette volonté est restée inébranlable.

Devant cette détermination, l'entourage de Patrick John a préféré l'abandonner : ses ministres, comme par enchantement, se sont mis à désapprouver ses pratiques, et les parlementaires de son parti, qui n'en n'avaient pas moins voté les lois scélérates le mardi 29 mai, l'ont également laissé tomber. Devant la colère des masses, le remplaceant du président de la république n'a tenu que quelques heures. Sans cette réaction de la classe ouvrière, nul doute que les ministres seraient restés en place, que les parlementaires auraient continué à siéger et à voter des lois anti-ouvrières, que les patrons auraient continué de faire des profits, que le conseil des églises serait retourné à ses prières et l'opposition à ses protestations de principe.

suite page 2



La crise dominicaine est maintenant à un tournant, avec la démission du premier ministre, Patrick John. Trois semaines jour pour jour après le début de la grève générale, il a finalement accepté de mettre fin à ses fonctions. Il faut dire qu'il n'avait guère le choix : pressé de toutes parts par le peuple qui le rejetait unanimement, surtout après la sanglante répression du mardi 29 mai, abandonné par ses ministres, par les députés de son propre parti, par le président de la république et ses successeurs et même par les hommes d'affaires et le conseil des églises, ayant perdu tout soutien de la part des autres états de la Caraïbe, il ne restait en place que parce qu'une

# Pour l'indépendance pour l'unité des travailleurs de la Caraïbe.

La grande presse française aux Antilles ( France Antilles et F.R.3 ) ne rate pas une occasion de présenter les îles voisines et particulièrement la Dominique et Sainte Lucie comme des exemples de pauvreté. Ce qui dans une certaine mesure est vrai. Mais ces commentaires s'accompagnent aussitôt de considérations malveillantes sur le fait que ces îles soient indépendantes.

Et ces commentateurs de critiquer l'aspiration même à l'indépendance existant ici et l'indépendance des autres. Parmi ces commentateurs on trouve deux sortes d'individus. Les plumitifs esclaves de Hersant qui viennent, tout armés de leur plume, de France, et les « locaux » que l'on paie maigrement pour donner une couleur locale au journal colonialiste. Et c'est pareil à FR3.

Nos journalistes colonialistes de sentiments ou colonisés, aliénés de fait, accomplissent de toute façon une sale besogne en déversant calomnies et médisances sur les peuples de Dominique et de St Lucie.

Il est curieux du reste que d'ici, certains se croient privilégiés par rapport à la Dominique et Ste Lucie. Parce que certaines réalisations d'infrastructure sont plus développées que dans ces îles.

Si on présente la pauvreté de ces îles comme un repoussoir pour d'autre, l'honnêteté des informateurs et consommateurs auraient du les pousser à dire que ces îles ne sont pas pauvres depuis qu'elles sont indépendantes. Et même alors cela ne serait pas une preuve mais devrait alors être pris en considération avant de nous engager ici dans la voie de l'indépendance. Or c'est tout le contraire. C'est le colonialisme britannique (anglais) qui a appauvri ces îles, qui ne les a pas équipées parce que cela n'était pas nécessaire pour les intérêts anglais.

C'est le colonialisme britannique qui a pillé la partie anglaise de la Caraïbe et qui fait qu'aujourd'hui toutes ces îles se débattent dans des difficultés économiques insurmontables avec leur seules forces économiques nationales.

Mais au moins ces petits pays

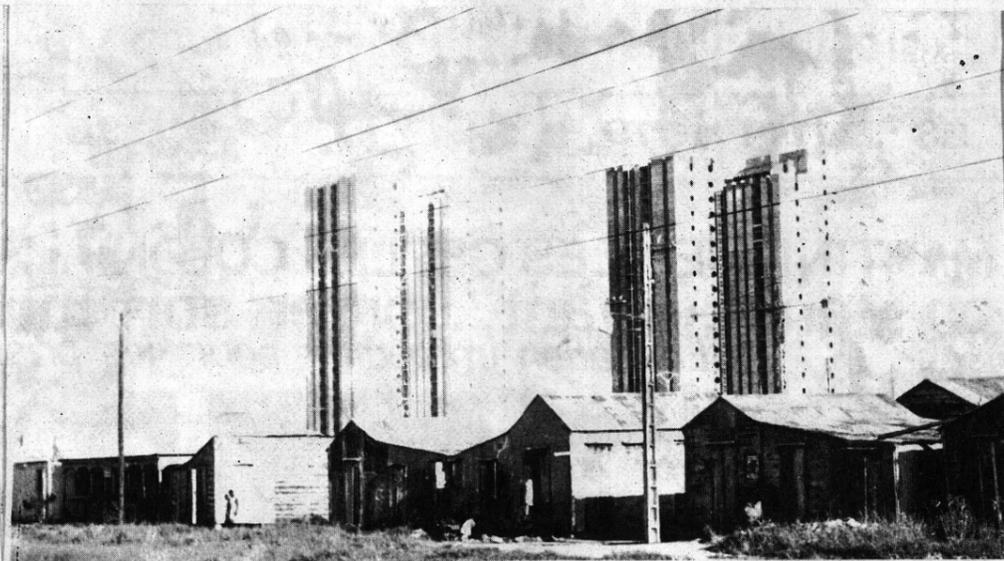
n'ont pas accepté de rester plus longtemps liés à une puissance coloniale qui, à la domination et au pillage ajoutait l'humiliation permanente de sa présence colonialiste. Et c'est pourquoi l'aspiration à l'indépendance a été partout satisfaite. Souvent c'est le colonialisme britannique qui a cédé à la simple revendication politique afin de s'épargner le prix d'une ou plusieurs guerres coloniales.

Alors aujourd'hui on nous dit « Mais voyez, tout ne va pas bien, puisque l'indépendance n'a

l'écon à donner aux Dominicains et Sainte-Luciens. Devant les difficultés ils ont choisi de tenter de s'en sortir eux mêmes. Ils ont eu raison.

Tandis qu'ici une forte partie de la population est contrainte de vivre de l'assistance du pouvoir colonial. Ce qui veut dire que son sort dépend étroitement - dans les conditions actuelles - du bon vouloir colonial.

Les routes, les services publics, les écoles et tout l'équipement qui est réalisé ici ne doivent pas servir d'arguments pour les co-



LES REALISATIONS MODERNES COTAIENT SOUVENT DES SIGNES EVIDENT DE LA MISERE DANS LES COUCHES PAUVRES DE LA POPULATION.

rien résolu. Ils sont pauvres » etc...

C'est vrai. Mais au moins les peuples indépendants de la Caraïbe se sont débarrassés d'une partie du fardeau. Ils n'ont plus à affronter ce qui correspond là bas à « nos » CRS ou gardes-mobiles et autres gendarmes du pouvoir colonial. Et s'ils ont encore une lutte à mener, ils savent désormais que leur libération véritable passe par le renversement de la classe possédante de leur propre pays.

Nous qui sommes ici dans des pays, Martinique et Guadeloupe apparemment mieux lotis - mais pour qui ? - nous n'avons aucune

l'indépendance. C'est le colonialisme et leurs défenseurs contre l'indépendance.

Il faut être d'une âme servile comme le chef de file des partis assimilationnistes - Bernier, Emile Maurice, Renard et cie - pour toujours se courber à baiser la main soi-disant bienfaitrice, de la « France ».

Tout ce qui est construit et réalisé ici l'est sur le dos des travailleurs guadeloupéens et martiniquais. Il s'est réalisé parce que ça correspondait aux nécessités du développement des affaires des colonialistes mais aussi parce qu'il y a eu des luttes ouvrières importantes pour les imposer.

## Les geoles coloniales.

suite de la page 1

Après Nouvet, après Marie Louise après Jovignac, l'administration coloniale a un mort de plus sur la conscience. A nous de l'empêcher de com-

mettre d'autres forfaits... Les travailleurs ont tout intérêt à prendre la tête de la lutte pour la libération des jeunes et exiger que la lumière soit faite dans le cas de la mort de Chloé.

Car la répression qui s'abat aujourd'hui sur les jeunes au point que l'un d'eux en soit mort, c'est en fin de compte toujours contre les travailleurs qu'elle tourne, leurs qu'elle se tourne, jamais contre les bourgeois, les riches ou les possédants.

Libérez les jeunes emprisonnés ! Faisons toute la vérité sur la mort de Chloé !

A bas le colonialisme.

Il reste que la tâche, l'objectif, aujourd'hui doit être de se débarrasser d'un pouvoir qui est une entrave à l'organisation de la société antillaise au profit des plus pauvres.

L'avenir passe dans cette région par une union de toutes les îles de la Caraïbe. Les ressources de cette région seront mises en commun et diversifiées rationnellement. Le développement futur tiendra aussi compte des relations avec l'Amérique latine et particulièrement avec les USA.

La lutte des travailleurs de la Martinique et de la Guadeloupe ne peut pas se comprendre et se développer sans cette perspective plus large.

Les idées socialistes révolutionnaires qui prennent en compte aujourd'hui toute aspiration à l'indépendance dans les Caraïbes - s'étendent dans toute la région et elles devront toucher le continent américain qui se trouve à côté. De même les luttes de nos frères aux Etats Unis, ouvriers dans les grandes villes de la plus grande métropole impérialiste et descendant impérialiste et descendants d'esclaves comme les peuples de la Caraïbe, vont nous lier demain à la classe ouvrière américaine.

Alors, les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique devront laisser aux commentateurs bourgeois colonialistes ou aliénés par le colonialisme le soin de vanter les dits « avantages » de la situation économique créés ici.

Laissons aux larbins du système et aux économistes bornés toute vision étriquée de l'avenir des Antilles. La classe ouvrière elle - classe d'avant garde voit loin. Elle a pour mission historique de transformer le monde.

Les ouvriers de Guadeloupe ou Martinique ne vont pas mesurer les quelques petites différences qu'il y a dans la situation de différentes îles de la région pour se croire privilégiés et remettre leurs luttes à demain. Le combat de la classe ouvrière n'est pas limité à revendiquer une école ou un pylone électrique de plus.

C'est toute l'économie et toute la vie sociale et économique que les travailleurs revendiquent d'organiser. Et pour y parvenir ils devront renverser ce pouvoir colonial qui est un des principaux obstacles dans la Voie du progrès.

Georges Rassamy.

## DOMINIQUE PATRICK JOHN S'EN VA

suite de la page 1

Car cette opposition, qui désormais participera au gouvernement, qu'elle est elle ? Sa principale composante est le parti de la liberté (Freedom Party) dirigé par Miss Charles. Il s'agit d'un parti bourgeois, conservateur, qui depuis des années essaie de trouver l'occasion de succéder à P. John. Mais sa politique n'a rien de fondamentalement différent et les travailleurs dominicains pourraient bientôt en faire l'expérience.

A côté de cette opposition de droite se trouvent des organisations se voulant plus proches des travailleurs. Quatre d'entre elles se sont regroupées dans un mouvement de libération de la Dominique ( DLM ). Mais les perspectives qu'elles offrent actuellement n'ont rien de révolutionnaire. Ce mouvement est à l'origine de la création, en commun avec le Freedom Party, d'un comité de salut national. C'est ce comité qui a proposé de former un gouvernement provisoire, qui doit prendre en main la direction de l'état en attendant les prochaines élections. Ce que le DLM voulait éviter, c'est que le parti de Miss Charles se retrouve seul au pouvoir. De ce point de vue, la manœuvre a « réussi » puisque c'est désormais Oliver Seraphin, ancien ministre de John, qui sera premier ministre, tandis qu'Eugénia Charles occupera sans doute le ministère de la justice. Mais on voit mal ce que les travailleurs gagneront à voir John remplacé par un de ses acolytes.

En fait, tous ces gens là se sont entendus comme larrons en foire pour profiter de la colère des masses. Indis-

pensable pour écarter John du pouvoir, la grève générale devient maintenant sans objet à leurs yeux, et d'ore et déjà les « appel au Calme » et la reprise du travail se succèdent. Car ces gens là savent que l'arme qui a fait s'effondrer Patrick John peut aussi se retourner contre eux. Et c'est leur volonté d'empêcher que les travailleurs « aillent trop loin » qui explique que John, complètement isolé, ait tenu aussi longtemps. Les politiciens tenaient à ce que la crise ait une solution « constitutionnelle », que la démission de John n'apparaisse pas comme la conséquence de la pression des travailleurs, mais comme l'acceptation par John d'une décision prise par le parlement.

C'est dire aux gens : « vous voyez, grâce à notre action il a fini par partir. Et maintenant rentrez chez vous nous continuons à nous occuper du reste ».

En l'absence d'un parti véritablement ouvrier, proposant aux travailleurs de se méfier des politiciens bourgeois et de s'organiser eux mêmes pour contrôler les affaires du pays, il y a de grande chances pour qu'une majorité de la population se rallie au gouvernement, qui pas plus que l'ancien ne se souciera des masses pauvres de la Dominique. Mais à présent que les travailleurs Dominicains ont fait l'expérience de leur force, il sera plus difficile de leur imposer une politique allant ouvertement à l'encontre de leurs intérêts.

Max Rodon.

## GUADELOUPE : 6eme GALA DE COMBAT OUVRIER

SAMEDI 30 JUIN A LA SALLE DES FETES DES ABYMES A PARTIR DE 18 H.

Parmi les artistes qui seront parmi nous :

- Honey Danse, Ballets de C. CLARA
- Abel Zénon quartet
- Victor Conte, Folk Song
- Duverger et Charles, contes et blagues

Après le spectacle

ON DANSERA AVFC UNIVERSAL et bien d'autres encore.

- Une exposition de panneaux politique sera présentée et vous pourrez en discuter avec nos militants.
- Vous pourrez vous procurer des livres intéressants en visitant le stand librairie.
- Un photographe vous réserve une exposition de ses photos.

Alors, réservez votre soirée, parlez en à vos amis pour être nombreux au rendez-vous du 30 Juin.

RECLAMEZ VOS CARTES DES MAINTENANT A NOS VENDEURS ET SYMPATISANTS.

# GUADELOUPE

## Grève dans les bananeraies

Les travailleurs de la banane ne sont pas prêts à faire les frais de la crise que traverse l'économie de la Guadeloupe ! Et ils le montrent chaque jour. C'est ainsi que depuis le mardi 19 Juin, sur plusieurs plantations, la grève est totale.

A la SCEFA à Moulin à Eau à Capesterre, plantation dirigée par Max MARTIN c'est la grève pour refuser une aggravation des conditions de travail. La direction veut exiger d'eux l'arrachage de 300 bananiers pour une tâche payée huit heures. Au paravant les travailleurs fournissaient 300 plants, pouvant être de jeunes bananiers sans avoir à arracher complètement tout ce qui se trouve dans la terre (mère bananier, et autres jeunes bananiers). Maintenant la direction exige que tout soit bien arraché et nettoyé, ce qui représen-

te un accroissement important du travail à fournir. La grève est donc totale depuis mardi 19.

A la SCA Boulogne, les travailleurs veulent imposer 5 jours de travail par semaine. Au début de l'année, à la suite d'une grève de près d'une semaine la direction avait accepté le principe des 5 jours de travail par semaine. Aujourd'hui elle entend revenir sur sa décision et ne donne du travail que 4 jours par semaine, et qui sait peut être moins, c'est à dire les seuls jours de coupe. La grève est donc totale sur cette plantation depuis mardi 19 juin.

La dernière plantation concernée est la SCA - Plaine. Là les travailleurs sont en grève pour exiger que la direction porte sur leurs fiches de paye, 8

heures au lieu de 6 actuellement. En fait ces travailleurs sont payés 8 heures par jour, mais la direction pour des mesures d'économie (moins de cotisations à verser à la caisse de sécurité sociale) ne porte que 6 heures sur la fiche de paie.

Avec la crise qui sévit les patrons ne veulent pas diminuer leur profit. Comment faire sinon en s'en prenant aux travailleurs, à leur niveau de vie, à leurs conditions de travail.

Les travailleurs de la Banane ont raison de se battre contre toutes les tentatives des patrons pour aggraver leurs conditions de travail, ou abaisser leur niveau de vie.

## MARTINIQUE

Quand le PCM vole au secours du directeur du Centre Hospitalier.

Depuis quelques mois, chaque fois que les membres du PCM de l'hôpital font un tract c'est pour défendre ouvertement ou non "leur camarade" ZOBDA QUITMAN, Directeur de l'hôpital, Haut fonctionnaire de l'Etat.

Cependant, sur les nombreux problèmes posés aux travailleurs, on ne voit jamais de dénonciation, ni de prise de position du PCM à l'hôpital.

C'est à croire que "la cellule" du PCM à l'hôpital est une annexe de la Direction... et qu'elle n'intervient que lorsque celle-ci a des problèmes !

Camarades communistes ou sympathisants de cette cellule, vos dirigeants vous font jouer un sale rôle, celui d'auxiliaire de la Direction et donc d'auxiliaires de l'état dont ZOBDA applique avec zèle les directives. Car s'il voulait se démarquer des récentes circulaires ministérielles demandant d'économiser de l'argent dans les hopitaux il aurait fait savoir sa position par tract, par communiqué, par voie de presse, comme cela a été le cas en Guadeloupe.

Surtout, il nous aurait permis à nous travailleurs, de nous informer, de nous rassembler pour en discuter, pour en débattre ; bref, de mieux nous organiser.

Tel n'est pas le cas. Au contraire, il rogne sur les demandes de matériel et de personnel.

Non ZOBDA n'est pas le bouc-émissaire du personnel. C'est un directeur, c'est à dire un Haut-fonctionnaire payé pour obtenir le maximum de services de notre part avec un minimum d'argent.

## FÊTE DE L'ÉTINCELLE...

Sur la plage des Galbas à Sainte Anne des milliers de travailleurs, jeunes, femmes sont venus participer à la Fête du journal du parti communiste guadeloupéen, l'Étincelle, la présence de nombreux travailleurs témoigne de la sympathie dont jouit ce parti dans les couches modestes de la population.

On retrouvait les animations traditionnelles à ce rassemblement. La course cycliste en 2 étapes qui attirait beaucoup de spectateurs, puis les stands des différentes sections du parti communiste dans lesquels on était invité à boire et se restaurer. Dans un grand stand « Pointe à Pitre, ville de la Caraïbe » les réalisations de l'équipe municipale étaient présentées sur des panneaux et par des diapositives. Ici et là, il y avait encore le stand de l'UFG (Union des Femmes Guadepoupiennes)

axé sur l'année internationale de l'enfant celui de la CGTG avec quelques textes sur les récentes luttes des travailleurs auxquelles la CGTG a participé. Certains livres étaient présentés dans le stand librairie et quelques autres au stand de l'UJCG (Union des Jeunes Communistes de Guadeloupe).

De grande pancartes mises bien en évidence dans différents stands appelaient à la réalisation d'un front pour la libération de la Guadeloupe et donnaient en quelque sorte le ton politique de la Fête.

Cette année deux débats étaient organisés. L'un le samedi soir sur le « PCG en 1979 » et l'autre le dimanche sur la Dominique. Malgré cette innovation somme toute récente à la Fête de l'Étincelle, on ne peut pas dire que le débat des idées politiques aient été favorisé. En particulier, le

débat du samedi prévu à 19 h débuta fort tard dans la nuit. Et lorsqu'il y eut des interventions autres que celles des militants ou sympathisants du PC sur le problème du Front, on vit des dirigeants venir réclamer l'arrêt des débats pour permettre, paraît-il au programme folklorique de commencer.....

En fait, dans ce débat, le PCG s'adressait par la sonorisation centrale à la totalité des participants de la fête. Il était peut être gêné que la contradiction d'autres tendances puissent être entendue de ces mêmes personnes. Il est dommage pour ces militants d'apporter une telle restriction au débat des idées politiques dans le camp ouvrier, car d'était l'un des seuls moments dans la fête du journal du P.C.G. où une discussion politique large pouvait se dérouler.

## ECHOS

## ECHOS

## ECHOS

## ECHOS

### CHFF



### NON AUX LICENCIEMENTS D'AS AU CHFF.

La direction après avoir utilisé des AS pendant plus de 12 mois décide de ne plus leur donner du travail. La raison étant d'après ses dires qu'il fallait réserver les postes pour les ASH en promotion AS.

C'est bien de prévoir, mais pas en allant à l'encontre des intérêts des malades ni de ceux du personnel. Il fallait des postes supplémentaires pour nommer ceux de la promotion, mais aussi pour répondre aux besoins immédiats des services.

Des AS il en manque dans presque tous les services. Seulement intégrer des AS en cours d'année et nommer ceux qui ont réussi n'a pas été la solution de la direction. Elle a choisi la solution d'économie : prendre des AS comme temporaires et les mettre à la porte sitôt la sortie de la promotion.

Alors camarades, nous qui savons qu'il manque du personnel que toutes les gardes ne sont pas doublées que nous ne pouvons être vraiment à la disposition des malades, exigeons le maintien de l'emploi de ces camarades et la nomination de tous ceux de la promotion.

### MANQUE D'IMPERMEABLES.

La plupart des services à Clarac ne sont pas fournis en imperméables. Aussi lorsqu'il pleut, les ASH qui doivent aller chercher les repas à la cuisine, prennent une bonne douche.

Nous sommes ici pour soigner les malades, mais nous ne voulons pas pour autant y laisser notre santé.

Exigeons des imperméables dans tous les services.

### METALLURGIE

### UN LICENCIEMENT SCANDALEUX.

La S.I.G.B.R. vient de licencier un mécanicien parce qu'il aurait menacé un petit chef en quête de promotion.

En réalité, la direction a sanctionné le refus de notre camarade de faire un travail qui n'était pas le sien, en lui demandant de souder une porte, alors qu'il n'était pas soudeur, et qu'il n'avait pas de poste à souder.

Devant son refus de travailler dans ces conditions, le petit chef a menacé notre camarade qui a risposté. Et la direction a profité pour licencier l'ouvrier du Bassin de Radoub.

### A BAS LES TRACASSERIES POLICIERES

Suite aux différents mouvements de grève 3 ouvriers de la Métallurgie - 2 de Socaltra 1 de la SIGBR ont été convoqués à la gendarmerie.

C'est à croire qu'on veut les intimider à cause de leur combativité. Nous ne laisserons pas toucher à nos camarades. Soyons prêts à réagir à toute attaque de la gendarmerie contre nos camarades. En attendant, exigeons l'arrêt des tracasseries.

### LA JUSTICE A LA SAUCE S.I.G.B.R.

Non contente de mettre à la porte le mécanicien, la SIGBR joue à la justice, mais à une justice bien pourrie bien injuste. En effet : si l'ouvrier a raison il ... recevra ses indemnités. S'il a tort il ne recevra pas d'indemnités.

Voilà toute la « logique » et toute la « justice » de la SIGBR.

Que vous ayez tort ou raison, vous êtes licencié quand même.

Alors soyons avertis quand ces messieurs nous parleront de justice de tort ou de raison. Ce ne sont que des paroles destinées à camoufler leurs mauvais coups.

### QUE D'ABONDANCE DANS LES REPAS SERVIS AU CENTRE HOSPITALIER.

Lorsqu'on arrive, fatigué et malade à l'hôpital, il faut se préparer à manger n'importe quoi, et ne pas compter sur l'abondance des repas pour pallier leur mauvaise qualité. Depuis quelque temps, la ration alimentaire de chaque malade diminue : le matin, il y a moins de café, les pains sont minuscules pour le petit déjeuner.

Le soir, c'est un désastre, une tranche de jambon accompagne lamentablement un peu de légumes ! Vraiment la direction applique à la lettre le plan d'austérité du trio Barre-Giscard-Veil.

Que le directeur et l'économiste viennent un peu manger à l'hôpital !

### SOFROI : La hiérarchie ; un moyen de pression CONTRE les travailleurs.

Lors de la dernière discussion sur les salaires, Rimbault avait présenté « sa grille de salaire » en établissant une série de coefficients correspondant plus ou moins exactement aux différents emplois.

Les travailleurs les plus concients avaient déjà vu que cette histoire de grille hiérarchisée servait plus à nous diviser qu'à nous permettre d'améliorer nos conditions.

Un petit chef vient de nous en donner l'exemple.

Il y a quelques jours il faisait une remarque à un de nos camarades à l'ouverture du magasin. Quelques instants plus tard, sans s'informer de ce que le camarade avait à terminer, il s'étonnait qu'il n'ait pas arrêté ce qu'il faisait pour exécuter son ordre.

Et lorsque ce travailleur lui répondit qu'il n'avait que 2 mains, qu'il ne pouvait donc aller plus vite, le petit chef furieux lui dit : en tout cas, ne compte pas sur moi pour avoir de l'avancement.

# LA TRAGÉDIE DES RÉFUGIÉS.

Les réfugiés de la mer, «Boat People» voilà le nom qui a été donné au cas de centaines de milliers de personnes qui fuient leur pays, le Vietnam et le Cambodge. Ils sont embarqués en payant des centaines de dollars US, quelquefois plus d'un millier, sur de vieux rafiots et s'en vont au gré des vagues et des vents, atterrir dans l'un des pays avoisinants, en Malaisie en Thaïlande ou à Hong Kong. Ils sont souvent plus de 2000, même 3000, entassés sur un vieux cargo. On a encore en mémoire la tragédie des réfugiés du Hai-Hong restés bloqués durant plus de deux mois au large de la Malaisie.

Ces dernières semaines, l'exode par mer a repris de plus belle et les camps de réfugiés grossissent. Les gouvernements de certains pays refusent désormais de laisser entrer les réfugiés sur leur territoire. Ainsi en Malaisie, le gouvernement a décidé de faire ramener en haute mer, les bateaux de réfugiés par les gardes-côtes. Il menaçait même de tirer à vue sur les gens qui descendraient à terre.

Alors l'opinion mondiale s'est émue. Plus exactement la grande presse des grands pays, qui est chargée de manipuler l'opinion.

Mais rien n'est dit sur la responsabilité de l'impérialisme US en particulier et aussi sur l'impérialisme français dans cette affaire.

Car si des pays sont dans l'incapacité de nourrir des parties

## EMIGRATION Le racisme quotidien!

Un travailleur antillais, outré de l'accueil qui lui a été fait au bureau des HLM de la ville de Paris, nous a fait parvenir la lettre suivante :

«Je vous fait part par cette lettre d'un incident raciste qui s'est produit à la société des HLM le vendredi 7 juin au 49 rue Cardinal Lemoine à Paris. J'ai accompagné un compatriote qui habitait un logement insalubre. Il avait fait une demande aux HLM le 28-9-78. La demande avait été envoyée à la mairie du 11ème arrondissement et au 49 rue Cardinal Lemoine. J'avais moi-même des questions à régler concernant le chauffage et des travaux par les HLM qui me logent.

Nous sommes donc allés au bureau des renseignements du 49 rue Cardinal Lemoine.



DES REFUGIÉS, INDESIRABLE, REJETE PAR CEUX QUI S'APPUYAIT SUR EUX, contre les nationalistes vietnamiens.

entières de leur population et ne le leur laissent comme seul choix que celui de fuir dans des conditions périlleuses, même s'il s'agit le plus souvent d'anciens opposants, c'est bien évidemment révoltant ! la responsabilité revient en premier lieu à ceux qui des dizaines d'années durant, ont déployé tous leurs efforts stratégiques, matériels et humains à brûler, saccager toute la péninsule indochinoise, à anéantir des régions en-

tières et pour de longues années, en y déversant des tonnes de produits chimiques toxiques pour les végétations et l'équilibre écologique.

Ce fut l'oeuvre sinistre de l'impérialisme américain.

Mais ces horreurs seront sans cesse répétées, tant que le monde sera dominé par un système social inique dans lequel le profit et l'exploitation de l'homme par l'homme sont les seules lois.

Très rapidement la dame chargée des renseignements après avoir posé beaucoup de questions «comment s'écrit votre nom ? Est-il titulaire ? » décroche son téléphone et nous crie «Vous commencez à me faire chier !».

Un gardien de la société vient, dit qu'il veut me faire sortir et me bouscule brutalement : «vous avez insulté la dame». C'était tellement exagéré que les gens qui attendaient leur tour dans le hall sont intervenus. Ils ont protesté contre le gardien et la dame.

C'est alors qu'une autre dame est sortie de son bureau et m'a demandé : «De quel endroit êtes-vous ? » Je lui réponds «de Guadeloupe». Elle répond : «C'est pas étonnant parce que j'ai été en Guadeloupe

et j'ai été très mal reçue». Je comprenais de moins en moins, tout cela n'avait rien à voir avec le contenu du dossier.

Alors des policiers sont arrivés, dont un avec un talkie-walkie.

Heureusement je restais calme. Ils ont fini par m'envoyer quelqu'un qui nous a expliqué que le dossier de mon camarade était transféré 50 rue Turbigo.

Mais avant cela, il avait fallu les insultes des policiers et tout cela. Cela ne leur aurait rien coûté de le dire plus tôt. Il y a vraiment trop de discriminations pour les Antillais en France. Il n'y a aucune raison qu'on nous accueille aussi mal. Nous devons nous faire respecter. C'est pour cela que je veux que ce fait soit connu partout.»

## LES ENERGIES NOUVELLES

Deux chercheurs Grenoblois ont récemment présenté à Atlanta en Georgie (USA) une étude sur les possibilités énergétiques de Marie-Galante à partir d'éléments locaux. En particulier, l'énergie solaire y tient une place importante.

L'installation d'éoliennes modernes, une meilleure utilisation de la combustion de la bagasse (résidu de la canne à sucre après le broyage), l'installation de «capteurs photo-voltaïques» (cellules permettant la transformation des rayons solaires en électricité), permettraient selon ces chercheurs de résoudre les problèmes d'eau et d'électricité qui se posent à Marie-Galante. L'ensoleillement de l'île représenterait 1950 kWh par mètre carré par an et le vent qui ne fait pas défaut permettrait de faire tourner des pompes à eau.

Tout cela entraînerait une limitation des importations de gas-oil. Une des conséquences les plus intéressantes en serait la disparition du problème de la distribution d'eau à Marie-Galante. Durant plusieurs mois de l'année, le peu ou le manque d'eau constitue un handicap sérieux aussi bien pour la consommation individuelle que pour les besoins de l'agriculture et de l'élevage. De plus cela permettrait d'envisager une diminution des taxes et des factures d'eau et d'électricité pour l'utilisateur.

Cette étude rejoint les différents projets mis en place à titre expérimental dans dif-

férents pays. En tous cas, les Antilles où le rayonnement solaire est abondant devraient être particulièrement bien placées pour l'expérimentation de ces nouvelles sources d'énergie. Hélas bon nombre de ces projets dorment dans les tiroirs des administrations ou ne reçoivent pas l'agrément du gouvernement.

Particulièrement en Guadeloupe et en Martinique, ce n'est pas la première fois que l'on parle de sources d'énergie locales exploitables. Périodiquement, le pouvoir en fait un de ses thèmes de propagande : Il y a une époque où l'on nous a parlé d'électrification à partir des chutes du Carbet en Guadeloupe ou sur le cours de la rivière Capot en Martinique puis, plus rien. Ensuite ce fut le tour de l'énergie géothermique et des forages furent effectués à Bouillante mais, pour des raisons d'économies on arrêta les recherches dès les premiers obstacles. Ensuite, un ministre (Stirn) se mit à pérorer sur des soi-disants possibilités énergétiques à la Soufrière... il fallait bien faire oublier l'évacuation désastreuse...

Aujourd'hui, l'énergie solaire est à l'honneur. Mais, voilà plusieurs années déjà que certains scientifiques guadeloupéens ont mis en évidence parfois avec succès certaines possibilités énergétiques de la Guadeloupe. Des études ont été faites non seulement sur l'énergie solaire mais aussi

sur les dérivés et sous produits de la canne à sucre...

Ce ne sont donc ni les idées, ni les possibilités qui manquent.

En France, par exemple, un projet de centrale solaire du nom de Thémis après bien des attermoissements sera expérimenté dans les Pyrénées.

Les hésitations du gouvernement pour réaliser ces projets sont très significatives. En effet, la recherche, l'expérimentation et l'installation de centrales énergétiques d'un nouveau type ne vont pas sans poser de problèmes aux grosses sociétés pétrolières qui continuent d'investir dans le pétrole et le nucléaire. D'une part, ces sociétés doivent rentabiliser leurs gros investissements, d'autre part elles ne semblent pas décidées pour le moment à investir dans d'autres secteurs énergétiques qui leur apparaissent comme moins rentables que le pétrole ou l'uranium... Voilà les raisons pour lesquelles les gouvernements et les grosses sociétés de concert gèlent d'intéressants projets, limitent les crédits et freinent le développement des nouvelles sources d'énergie.

Pierre Jean CHRISTOPHE

# TOUS CONTRE LA LOI STOLERU

Le 13 juin dernier, le conseil des ministres a mis au point le dernier volet du projet de la loi Stoléru, projet de loi déjà adopté par l'assemblée nationale française le 29 mai dernier.

Ce projet de loi est un véritable cheval de bataille contre les travailleurs immigrés. Il prévoit la réforme de l'octroi et du renouvellement des cartes de séjour et des actes de travail.

En clair chaque demande de renouvellement sera examinée individuellement et si la situation de l'emploi le nécessite, le requérant sera sans autre forme de procès expulsé. Cette loi légalise en passant les multiples agressions dont sont déjà victimes les travailleurs immigrés ; tracasseries administratives, contrôles policiers, mesures répressives.

De plus, Peut-être pour mieux coller à la réalité locale, la décision d'expulsion sera confiée au Préfet. Gageons que ces derniers ne se gêneront pas pour expulser non seulement les immigrés chômeurs ou risquant de l'être mais aussi tous ceux qui les gênent, en particulier les militants politiques et syndicaux.

Le gouvernement reconnaît ouvertement que cette nouvelle loi lui permettra d'expulser 200 000 travailleurs immigrés par an.

C'est tout simplement scandaleux.

Quand la bourgeoisie française a eu besoin de main d'oeuvre et à bas prix pour augmenter ses profits elle n'a pas hésité à organiser l'immigration et ce souvent dans les pires conditions. Aujourd'hui elle veut se donner les moyens de se débarrasser éventuellement d'une partie des travailleurs immigrés comme si c'est eux qui doivent supporter les frais de la crise de ces bourgeois.

Mais travailleurs antillais, ainsi que tous les travailleurs, auraient tort de croire que la loi ne les concerne pas.

Cette loi fait partie de l'ensemble des mesures que prend la bourgeoisie française pour restreindre, grignoter les droits, les avantages de tous les travailleurs.

Accepter aujourd'hui dans l'indifférence les mesures contre les travailleurs immigrés c'est encourager le gouvernement à s'attaquer encore plus féroce au reste de la classe ouvrière.

Nous travailleurs antillais en France aurons à participer dans les prochains jours à toutes les initiatives pour protester contre cette loi inique.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728